



Chambre régionale des comptes  
du Limousin

*Le Président*

Limoges, le 15 avril 2009

Ref : JA/BM/09/N°184

Objet : - transmission du rapport d'observations définitives sur la gestion de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute Vienne (CCILHV)

Pièces jointes : - un rapport d'observations de 17 pages.

Monsieur le Président,

Par lettre du 11 mars 2009, j'ai porté à votre connaissance les observations définitives arrêtées par la chambre régionale des comptes sur la gestion de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute Vienne (CCILHV) à compter de l'exercice 2001 afin de vous permettre, si vous l'estimiez utile, d'apporter une réponse écrite à ces observations, en application des dispositions du code des juridictions financières.

En l'absence de réponse à l'expiration du délai imparti, le rapport d'observations définitives vous est à nouveau adressé pour être communiqué à l'assemblée générale dès sa plus proche réunion. En application des dispositions de l'article L.241-11 du code des juridictions financières, il doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour, être joint à la convocation adressée à chacun des membres du conseil et donner lieu à débat.

.../...

Ce rapport d'observations définitives est également adressé au préfet et au trésorier-payeur général de la Région Limousin et du département de la Haute-Vienne. Après sa communication à l'assemblée générale, il est communicable de plein droit à toute personne qui en ferait la demande en application de l'article 2 de la loi du 17 juillet 1978. Aussi, je vous remercie de bien vouloir informer le greffe de la date à laquelle cette communication sera intervenue.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Christophe ROSENAU

Monsieur Jean Pierre LIMOUSIN  
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie  
de Limoges et de la Haute-Vienne (CCILHV)  
16 Place Jourdan  
BP 403  
87011 - LIMOGES Cédex

**CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES  
DU LIMOUSIN**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LIMOGES  
ET DE LA HAUTE-VIENNE (CCILHV)**

**RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES**

**EXAMEN DE LA GESTION  
(à compter de 2001)**

| <b>Sommaire</b>                            | <b>Pages</b>   |
|--|----------------|
| <b>1 - Présentation générale</b>           | <b>1 - 2</b>   |
| <b>2 - Organisation de la CCILHV</b>       | <b>2 - 4</b>   |
| 2.1 - Règlement intérieur                  | 2              |
| 2.2 - Assemblée générale                   | 2 - 3          |
| 2.3 - Bureau                               | 3              |
| 2.4 - Commissions                          | 3              |
| 2.5 - Organigramme                         | 3 - 4          |
| <b>3 - Situation financière</b>            | <b>4 - 12</b>  |
| 3.1 - Compte de résultat consolidé         | 4 - 11         |
| 3.2 - Bilan                                | 11 - 12        |
| <b>4 - Gestion des ressources humaines</b> | <b>12 - 14</b> |
| <b>5 - Aéroport de Limoges-Bellegarde</b>  | <b>14 - 17</b> |

**CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES  
DU LIMOUSIN**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LIMOGES  
ET DE LA HAUTE-VIENNE (CCILHV)**

**RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES**

**EXAMEN DE LA GESTION  
(à compter de 2001)**

**1 - PRESENTATION GENERALE**

La chambre de commerce de Limoges et de la Haute-Vienne (CCILHV) est un établissement public administratif rattaché à l'Etat, régi par la loi du 9 avril 1898 et les dispositions des articles L.711-1 et suivants du code de commerce (CC). Bien que qualifiés d'établissements à *caractère économique* par la loi du 8 août 1994, les chambres consulaires comme la CCILHV n'en restent pas moins des établissements publics administratifs (CE, 13/01/1995 CCI de la Vienne ; CE, 19/10/2001 Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie), placés sous la tutelle de l'Etat et administrés par des dirigeants d'entreprise élus ; ils sont soumis au code des marchés publics.

Selon l'article L.711-2 CC, les chambres de commerce et d'industrie « représentent auprès des pouvoirs publics les intérêts de l'industrie, du commerce et des services de leur circonscription ». Dans le département de la Haute-Vienne on dénombre, selon le site de la CCILHV, 9 460 établissements industriels, commerciaux et de services employant 62 500 salariés. La compagnie peut notamment être consultée par l'Etat ou les collectivités territoriales ; tel est régulièrement le cas par exemple sur l'ouverture éventuelle de commerces le dimanche ou sur l'organisation de vide-greniers.

Les chambres de commerce et d'industrie sont placées sous la tutelle du préfet, assisté par le trésorier-payeur général, conformément à l'article R.712-2 CC.

La CCILHV a été présidée par M. Bernard GORSE jusqu'au 6 décembre 2004, date à laquelle lui a succédé M. Jean-Pierre LIMOUSIN.

Le budget de fonctionnement de la CCILHV a été de 18,3 M€ en 2007. L'effectif total au 31 décembre 2007, était de 324 personnes, dont 93 sous statut (29%) et 231 non statutaires (71%), représentant 189 emplois équivalent temps plein. La CCILHV dispose, outre la direction générale, des directions suivantes : service aux entreprises, administrative et financière (ou des ressources et de la logistique), formation, groupe 3iL et aéroport international de Limoges. L'ancienne direction "études et marketing" a été intégrée dans la direction des services aux entreprises.

Les ressortissants électeurs des membres de l'assemblée générale sont, à titre personnel, les commerçants immatriculés au registre du commerce et des sociétés de la circonscription et les chefs d'entreprises inscrits au répertoire des métiers et audit registre du commerce, ainsi que leur conjoint. Les représentants des sociétés commerciales (au sens de l'article L.210-1 CC) et des établissements publics industriels et commerciaux dont le siège est situé dans la circonscription ou disposant d'un établissement immatriculé, ou faisant l'objet d'une inscription complémentaire ou d'une immatriculation secondaire, sont également électeurs.

## **2 - ORGANISATION DE LA CCILHV**

### **2.1 - Règlement intérieur**

Le règlement intérieur de la CCILHV a été adopté initialement en 1962, puis modifié à de plusieurs reprises, en dernier lieu le 25 mars 2005. Il a été homologué par le préfet de la Haute-Vienne le 5 juillet 2005.

Un guide des procédures d'achats adopté également le 25 mars 2005 est annexé au règlement intérieur. Ce guide précise les procédures à suivre notamment pour les dépenses inférieures à 90 000 €, les règles de fonctionnement de la commission d'appel d'offres et l'organisation des achats.

### **2.2 - Assemblée générale**

L'organisation des chambres de commerce et d'industrie a été modernisée, afin de leur permettre de s'adapter aux évolutions de l'environnement économique dans un contexte de décentralisation accrue. L'ordonnance du 2 juillet 2003 et le décret n°2004-576 du 21 juin 2004 ont prévu désormais un renouvellement complet de l'assemblée et introduit de nouvelles modalités d'élection des membres des chambres consulaires : la durée du mandat a été ramenée de 6 à 5 ans, l'âge d'éligibilité a été abaissé de 30 à 18 ans et l'éligibilité a été étendue à tous les ressortissants de la communauté européenne. Le scrutin du 3 novembre 2004 s'est traduit par une augmentation de la participation au niveau national (26% contre 19% en 2000). En Haute-Vienne, la participation (39,6%) a été nettement supérieure à la moyenne nationale, avec une progression de 3,5% par rapport à 2000. Un vote électronique (e-vote) a été expérimenté par plusieurs compagnies consulaires et la CCILHV envisage de mettre en place ce système pour l'avenir.

L'assemblée est constituée de 36 élus répartis en 3 catégories, comprenant chacune 2 sous-catégories. Les dix-huit membres associés (nombre maximum fixé par le décret n°91-379 du 18 juillet 1991) ont été désignés lors de la séance d'installation du 6 décembre 2004. Ils participent aux délibérations avec voix consultative et peuvent représenter la chambre dans diverses instances.

Le nombre d'inscrits était de 7 974 (pour 9 460 établissements mais certains chefs d'entreprise ont plusieurs établissements) et celui de votants de 3 155. Le nombre de suffrages exprimés a été de 2 851. Dans chacune des trois catégories

susmentionnées, la première sous-catégorie correspond aux entreprises de moins de dix salariés et la seconde à celles employant dix salariés et plus. Comme il ressort du tableau 1 ci-dessous, les taux de participation sont nettement plus élevés dans les secondes sous-catégories que dans les premières.

Tableau 1

|                   | Commerce                |                        | Industrie               |                        | Services                |                        |
|-------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|------------------------|
|                   | 1 <sup>ère</sup> s-cat. | 2 <sup>nd</sup> s-cat. | 1 <sup>ère</sup> s-cat. | 2 <sup>nd</sup> s-cat. | 1 <sup>ère</sup> s-cat. | 2 <sup>nd</sup> s-cat. |
| Sièges à pourvoir | 6                       | 5                      | 4                       | 11                     | 5                       | 5                      |
| Inscrits          | 3 346                   | 301                    | 1 141                   | 494                    | 2 473                   | 219                    |
| Votants           | 1 199                   | 156                    | 409                     | 274                    | 996                     | 121                    |
| Participation     | 35,8 %                  | 51,8 %                 | 35,8 %                  | 55,5 %                 | 40,3 %                  | 55,3 %                 |
| Exprimés          | 1 078                   | 148                    | 376                     | 256                    | 879                     | 114                    |

### 2.3 - Bureau

Conformément au règlement intérieur, le bureau est composé d'un président et de six vice-présidents parmi lesquels sont nommés un trésorier, un trésorier-adjoint et un secrétaire.

Le président est également assisté de deux "conseillers" : le président de la commission aéroportuaire, en charge du tourisme et de l'hôtellerie et le président de la commission des activités de services.

### 2.4 - Commissions

Il existe dix sept commissions présidées par des membres de l'assemblée à raison de trois relevant de la catégorie commerce, quatre de l'industrie et trois des services.

Les commissions statutaires mises en place sont au nombre de quatre (finances, paritaire locale, appel d'offres et prévention des conflits d'intérêts). La commission des finances est constituée de sept membres et se réunit tout les mois. Elle est consultée sur toute décision soumise à l'assemblée ayant une incidence financière. Elle examine le budget prévisionnel, les comptes exécutés et émet un avis.

Par ailleurs, il existe diverses commissions qui sont chargées de faire des propositions à l'assemblée. Ainsi, la commission "immobilier" suit l'évolution du marché. La commission "commerce" est consultée sur les dates de soldes. La commission "infrastructure" a récemment appelé l'attention de la compagnie sur le tracé envisagé de la future A21 (aménagement de l'actuelle N21 Limoges / Périgueux / Agen / Tarbes ou 2x2 voies) qui traverse le PNR Périgord-Limousin.

### 2.5 - Organigramme

Selon le projet de nouvel organigramme (2008/2010), la CCILHV disposerait de quatre directions, outre la direction générale :

- \* la direction des services aux entreprises comprenant 5 pôles (formalités, développement, création/transmission, marketing, études et développement local),

- \* la direction de la formation à laquelle est rattaché le groupe 3iL (institut d'ingénierie informatique de Limoges),
- \* l'aéroport international de Limoges,
- \* la direction des ressources et de la logistique regroupant la comptabilité, les ressources humaines et les services généraux.

### 3 - SITUATION FINANCIERE

Les budgets exécutés des années 2002 à 2007 ont été approuvés par le préfet de la Haute-Vienne, en application de l'article R.712-7 CC. Ils comprennent les bilans et comptes de résultat consolidés et annexes, ainsi que les données (charges et produits notamment) relatives au fonctionnement du service général, du service formation et de l'aéroport de Limoges-Bellegarde.

Les comptes annuels arrêtés par le trésorier de la CCILHV, ont été certifiés par le commissaire aux comptes, qui a apporté des précisions ponctuelles sur certaines écritures comptables, provisions et engagements hors bilan. Un nouveau commissaire aux comptes a été désigné en 2008, suite à un appel d'offres.

#### 3.1 - Compte de résultat consolidé

Le tableau 2 ci-après récapitule les données des comptes de résultat consolidé pour les exercices 2002 à 2007.

Tableau 2 : comptes de résultat consolidé 2002-2007

| K€  | 2002          | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          | 2007          |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| IATP  | 5 633         | 6 082         | 6 150         | 6 314         | 6 492         | 6 599         |
| Ventes de marchandise                       | 89            | 96            | 85            | 112           | 137           | 120           |
| Production vendue                           | 5 788         | 6 163         | 6 260         | 6 449         | 7 283         | 8 381         |
| Ressources publiques et subv d'exploitation | 1 062         | 1 663         | 2 234         | 2 756         | 2 678         | 2 522         |
| Rep sur amt, prov et transferts de charges  | 200           | 83            | 242           | 78            | 101           | 119           |
| Autres produits                             | 471           | 471           | 486           | 491           | 500           | 529           |
| <b>Produits d'exploitation</b>              | <b>13 243</b> | <b>14 558</b> | <b>15 457</b> | <b>16 200</b> | <b>17 192</b> | <b>18 269</b> |
| Parts contributives                         | 464           | 825           | 847           | 498           | 507           | 523           |
| Autres achats et charges externes           | 3 173         | 3 715         | 4 240         | 4 562         | 5 017         | 5 296         |
| Impôts, taxes et versements assimilés       | 662           | 707           | 752           | 765           | 836           | 794           |
| Salaires et traitements                     | 5 219         | 5 359         | 5 542         | 5 809         | 6 162         | 6 383         |
| Charges sociales                            | 2 453         | 2 589         | 2 713         | 2 805         | 2 910         | 3 066         |
| Autres charges de gestion courante          | 0             | 0             | 59            | 376           | 388           | 403           |
| <b>Charges d'exploitation</b>               | <b>11 971</b> | <b>13 195</b> | <b>14 153</b> | <b>14 815</b> | <b>15 820</b> | <b>16 467</b> |
| <b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>   | <b>1 272</b>  | <b>1 363</b>  | <b>1 304</b>  | <b>1 385</b>  | <b>1 372</b>  | <b>1 802</b>  |
| Dotations aux amortissements et provisions  | 464           | 803           | 392           | 509           | 405           | 529           |
| <b>Résultat d'exploitation</b>              | <b>808</b>    | <b>560</b>    | <b>912</b>    | <b>876</b>    | <b>967</b>    | <b>1 273</b>  |
| Produits financiers                         | 62            | 43            | 20            | 12            | 10            | 27            |
| Charges financières                         | 67            | 62            | 48            | 39            | 25            | 20            |
| Résultat financier                          | - 5           | - 19          | - 28          | - 27          | - 15          | 7             |
| <b>Résultat courant</b>                     | <b>803</b>    | <b>541</b>    | <b>884</b>    | <b>849</b>    | <b>952</b>    | <b>1 280</b>  |
| Produits exceptionnels                      | 61            | 114           | 36            | 32            | 36            | 160           |
| Charges exceptionnelles                     | 916           | 902           | 935           | 909           | 880           | 1 067         |
| Résultat exceptionnel                       | - 855         | - 788         | - 899         | - 877         | - 844         | -906          |
| Impôts sur les bénéfices                    | 33            | 30            | 32            | 35            | 35            | 51            |
| <b>Résultat comptable</b>                   | <b>- 85</b>   | <b>- 277</b>  | <b>- 47</b>   | <b>- 63</b>   | <b>73</b>     | <b>323</b>    |

Source : budgets exécutés de la CCILHV

Globalement, les produits d'exploitation ont augmenté de 37,9 % entre 2002 et 2007, soit 7,6 % par an. Dans le même temps, les charges d'exploitation ont augmenté de 37,6 %. L'excédent brut d'exploitation (EBE) oscille entre 1,3 et 1,4 M€ au cours de la période, mais connaît une très forte progression en 2007 à 1,8 M€ (+ 31,3 % par rapport à l'année précédente). Le résultat comptable est négatif, sauf en 2006 et 2007.

En vertu de l'article 1600 du code général des impôts (CGI), il est pourvu aux dépenses ordinaires des CCI et des instances régionales et nationales (CRCI et ACFCI) au moyen d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle, répartie entre les redevables de ladite taxe proportionnellement à leur base d'imposition. L'enregistrement de cette imposition additionnelle à la taxe professionnelle (IATP) est désormais fait en brut et non plus en montant net de la part reversée à la CRCI et à l'ACFCI comme jusqu'en 2001. La part reversée, dont le montant a été déterminé par les assemblées des CRCI et ACFCI, est comptabilisée en charges sur la ligne "parts contributives". Les montants mentionnés en parts contributives correspondent donc aux reversements effectués au profit de l'assemblée permanente et, jusqu'en 2006, de la chambre interrégionale Limousin-Poitou-Charente. La forte croissance d'IATP constatée en 2003 correspond (à hauteur de 352 K€) à l'application du I de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) qui assujettit France-Télécom, à compter des impositions due au titre de 2003, dans les conditions de droit commun à l'IATP perçue au profit des CCI. Toutefois, le IV du même article dispose que, pour chaque CCI, est effectué au profit de l'Etat un prélèvement obtenu en multipliant la base imposable de France Télécom dans le ressort de la CCI au titre de 2003 par le taux de la taxe 2002. Dans les faits, la part supplémentaire d'IATP est donc reversée à l'Etat, reversement porté en "Parts contributives" en 2003 et 2004 puis enregistré en "Autres charges" à partir de 2005.

Par ailleurs, le système de financement du réseau des CCI a été refondu par la loi de finances rectificative du 29 décembre 2004. On est passé d'un impôt de répartition à un impôt de quotité : en effet, les CCI qui votaient un produit sur la base de l'IATP de l'année précédente, arrêtent désormais le taux de la taxe additionnelle applicable aux entreprises implantées sur leur zone de compétence géographique. L'évolution de ces taux reste toutefois encadrée (+1 % par an).

L'IATP en brut a augmenté de 17,1 % entre 2002 et 2007 (3,4 % par an). Déduction faite des parts contributives, l'IATP net s'élevait à 5 169 K€ en 2002, 5 257 K€ en 2003, 5 303 K€ en 2004, 5 442 K€ en 2005, 5 597 K€ en 2006 et 5 672 K€ en 2007. L'IATP net a augmenté de 9,7 % entre 2002 et 2007 (1,9 % par an) ; il représentait 39 % des produits d'exploitation en 2002 et 31% en 2007.

Le poste vente de marchandises retrace des ventes d'imprimés et de publications et, pour l'essentiel (9/10<sup>ème</sup>), la vente de carburant aux compagnies aériennes.

La production vendue concerne en premier lieu l'aéroport (produits des taxes aéroportuaires, prestations d'assistance, commission sur vente de carburant, loyers, etc.) et la formation. Elle a augmenté de 44,8 % entre 2002 et 2007. Elle représente plus des deux cinquièmes des produits : 43,7 % en 2002 et 45,9 % en 2007.

Les ressources publiques et subventions d'exploitation enregistrent pour l'essentiel la couverture du déficit d'exploitation de l'aéroport par le syndicat mixte de l'aéroport de Limoges-Bellegarde (SMALB), ainsi que la taxe d'apprentissage, et accusent une très forte croissance (+ 137,5 % entre 2002 et 2007). Il est observé toutefois que le montant maximum a été atteint en 2005 (2,8 M€) et diminue régulièrement depuis. Elles représentaient 8 % des produits en 2002 et 13,8 % en 2007.

En ce qui concerne les charges, la principale dépense est constituée par les salaires et charges sociales qui représentaient 64,1 % des charges d'exploitation en 2002 et 57,4 % en 2007. La masse salariale (salaires et charges salariales) a globalement augmenté de 23,2 % entre 2002 et 2007, nettement moins que les charges d'exploitation (+ 37,6 %) et, rapportée à ces dernières, elle diminue au cours de la période examinée. Cette évolution s'explique par une réduction des effectifs des services généraux et de la formation et, au titre de la gestion de la plate-forme aéroportuaire, une progression plus importante des autres charges. En 2002, la masse salariale (2 228 K€) représentait 68,2 % des charges d'exploitation de l'aéroport (3 266 K€) et en 2007 avec 3 724 K€, elle ne représentait plus que 51,1 % des charges d'exploitation (7 288 K€) ; ces dernières ont donc plus que doublé en 4 ans (+ 123,1 %), alors que durant la même période la masse salariale a augmenté de 67,2 %.

L'intégration de France Télécom dans les bases IATP déjà évoquée, se traduit parallèlement par une croissance des charges du fait du reversement à l'Etat de ladite part entraînant un quasi doublement des parts contributives entre 2002 et 2003.

Les charges externes (essentiellement des achats divers pour l'aéroport) ont augmenté de 66,9 % entre 2002 et 2007, nettement plus que les charges d'exploitation dont elles constituaient 26,5% en 2002 et 32,2% en 2007.

Les résultats financiers sont constamment et légèrement négatifs.

En revanche, les résultats exceptionnels sont fortement négatifs du fait de l'importance des charges exceptionnelles constituées par les contributions versées au SMALB par la CCILHV, lesquelles s'élèvent à 504 K€ durant toute la période. La CCILHV paraît considérer que ces charges ne relèvent pas de son exploitation, ce qui justifie selon elle leur inscription en charges exceptionnelles. Toutefois, la CCILHV est membre du SMALB et à ce titre supporte sa quote-part de son fonctionnement, laquelle n'est pas constitutive d'une libéralité. Ces charges devraient donc être de préférence comptabilisées comme une participation et non en charges exceptionnelles, même si les résultats d'exploitation en seraient modifiés.

Le résultat comptable est négatif de 2002 à 2005, comme relevé par le préfet à plusieurs reprises dans le document d'approbation ; l'attention de la compagnie a ainsi été appelée sur les risques de déficits permanents de nature à fragiliser son équilibre financier et sur la nécessité de maîtriser les dépenses et d'augmenter les recettes, afin qu'elle retrouve de plus grandes capacités. A cet égard, la situation s'est nettement améliorée en 2006 et surtout en 2007.

Tableau 3 : l'évolution de l'autofinancement entre 2002 et 2007

| K€  | 2002 | 2003 | 2004  | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|------|------|-------|------|------|------|
| <b>Augmentation de la CAF</b>                 | 465  | 804  | 392   | 533  | 479  | 852  |
| Eléments d'actifs cédés c/675                 | 0    | 2    | 0     | 24   | 0    | 0    |
| Dotations aux amort et prov c/68              | 465  | 802  | 392   | 509  | 406  | 529  |
| Bénéfice de l'exercice                        | 0    | 0    | 0     | 0    | 73   | 323  |
| <b>Diminution de la CAF</b>                   | 330  | 411  | 319   | 153  | 112  | 124  |
| Eléments d'actifs cédés c/775                 | 8    | 11   | 0     | 0    | 0    | 0    |
| Quote-part subv d'inv virée au résultat c/777 | 37   | 41   | 29    | 12   | 11   | 5    |
| Reprises sur amt et prov                      | 200  | 82   | 243   | 78   | 101  | 119  |
| Pertes de l'exercice                          | 85   | 277  | 47    | 63   | 0    | 0    |
| <b>CAF</b>                                    | 136  | 393  | 73    | 380  | 367  | 729  |
| Annuité en capital                            | 229  | 208  | 219   | 229  | 223  | 93   |
| <b>Autofinancement net</b>                    | - 94 | 185  | - 146 | 151  | 144  | 636  |

Source : budgets exécutés de la CCILHV

La capacité d'autofinancement (CAF) a été insuffisante pour couvrir les annuités en capital des emprunts à rembourser en 2002 et 2004 ; toutefois, la CAF double entre 2006 et 2007.

Les développements ci-après retracent l'exécution budgétaire des trois services de la CCILHV (service général, formation et aéroport). Les tableaux correspondants récapitulent les données de l'exploitation propre avec, in fine, le solde d'exploitation ainsi que les données relatives aux opérations en capital déterminant un excédent ou un déficit budgétaire global de l'exercice, par différence entre d'une part la CAF, les cessions d'éléments de l'actif immobilisés, les subventions d'investissement reçues, les emprunts nouveaux contractés et, d'autre part, les acquisitions d'éléments de l'actif immobilisés et les remboursements d'emprunts.

### Service général

L'essentiel de l'IATP est affectée au service général dont il constitue les 4/5<sup>ème</sup> des ressources, le reste constituant une recette pour le service formation. Les produits du service général représentaient près de la moitié des produits d'exploitation consolidés en 2002 (49 %) et 43,4 % en 2007. Ils croissent de 22,1 % entre 2002 et 2007 ; durant la même période, les charges d'exploitation augmentent de 19,9 %.

La nette baisse des parts contributives et corrélativement la forte hausse des autres charges de gestion courante constatée en 2005, est la conséquence de la comptabilisation de la part contributive de France Télécom reversée à l'Etat sous cette dernière rubrique.

La masse salariale représente 62 % des charges d'exploitation en 2002 et 58 % en 2007, soit un peu moins des 2/3 desdites charges.

Les charges exceptionnelles sont constituées notamment par des subventions et comme précédemment mentionné par la participation versée au SMALB (504 K€/an), l'information relative à la nature de cette dépense étant explicitement apportée dans les budgets soumis à l'assemblée consulaire. La CCILHV verse en outre une subvention à l'association 3iL à due concurrence des contributions au frais généraux facturées (76 K€ en 2006), ainsi que des subventions diverses notamment en faveur du développement économique (161 K€ en 2006).

Tableau 4 : exécution budgétaire du service général

| K€  | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| IATP  | 5 470        | 5 531        | 5 682        | 5 794        | 6 114        | 6 190        |
| Ventes de marchandise                           | 12           | 11           | 11           | 13           | 13           | 19           |
| Production vendue                               | 497          | 520          | 619          | 642          | 573          | 797          |
| Ressources publiques et subv d'exploitation     | 148          | 180          | 309          | 341          | 204          | 295          |
| Reprises sur amt, prov et transf de charges     | 197          | 65           | 237          | 64           | 66           | 115          |
| Autres produits                                 | 165          | 171          | 185          | 190          | 199          | 228          |
| Contributions reçues des services               | 0            | 285          | 285          | 285          | 279          | 279          |
| <b>Produits d'exploitation</b>                  | <b>6 489</b> | <b>6 763</b> | <b>7 328</b> | <b>7 329</b> | <b>7 448</b> | <b>7 923</b> |
| Partis contributives                            | 464          | 825          | 847          | 498          | 507          | 523          |
| Autres achats et charges externes               | 1 063        | 1 016        | 1 258        | 1 139        | 1 038        | 1 055        |
| Impôts, taxes et versements assimilés           | 272          | 272          | 291          | 299          | 304          | 310          |
| Salaires et traitements                         | 2 298        | 2 216        | 2 274        | 2 512        | 2 512        | 2 583        |
| Charges sociales                                | 1 092        | 1 102        | 1 131        | 1 163        | 1 172        | 1 211        |
| Autres charges de gestion courante              | 0            | 0            | 59           | 376          | 388          | 403          |
| Dotations aux amortissements et provisions      | 249          | 603          | 232          | 358          | 312          | 436          |
| <b>Charges d'exploitation</b>                   | <b>5 439</b> | <b>6 035</b> | <b>6 092</b> | <b>6 346</b> | <b>6 233</b> | <b>6 521</b> |
| Produits financiers                             | 62           | 43           | 20           | 12           | 10           | 27           |
| Charges financières                             | 67           | 61           | 48           | 39           | 25           | 20           |
| Produits exceptionnels                          | 18           | 33           | 0            | 0            | 14           | 9            |
| Charges exceptionnelles                         | 905          | 875          | 911          | 863          | 850          | 1 060        |
| Impôts sur les bénéfices                        | 29           | 26           | 28           | 31           | 31           | 47           |
| <b>Solde</b>                                    | <b>129</b>   | <b>- 159</b> | <b>270</b>   | <b>62</b>    | <b>333</b>   | <b>311</b>   |
|   |              |              |              |              |              |              |
| <b>CAF</b>                                      | <b>174</b>   | <b>371</b>   | <b>264</b>   | <b>361</b>   | <b>579</b>   | <b>632</b>   |
| Actif immobilisé (- acquisitions)               | 397          | 122          | 256          | 107          | 59           | 24           |
| Actif immobilisé (+ cessions)                   | 7            | 10           | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Remboursement des emprunts (-)                  | 227          | 219          | 225          | 238          | 232          | 93           |
| Emprunts (+)                                    | 122          | 0            | 150          | 0            | 0            | 0            |
| <b>Résultat budgétaire global de l'exercice</b> | <b>- 322</b> | <b>40</b>    | <b>- 66</b>  | <b>17</b>    | <b>289</b>   | <b>514</b>   |

Source : budgets exécutés de la CCILHV

## Formation

Les produits d'exploitation du service formation sont au même niveau en 2002 et 2007, mais ils diminuent fortement en 2006 par rapport à 2003 (- 21,3 %) et augmentent en revanche de 6,3 % en 2007 par rapport à l'année précédente. Les charges d'exploitation diminuent de 7,1 % en 2007 par rapport à 2002. Le solde d'exploitation tout comme la CAF sont fortement négatifs durant presque toute la période, sauf en 2007.

La production vendue diminue nettement (- 10,6 %) et ne représente plus que 28,6 % de la production vendue consolidée en 2007, contre 46,3 % en 2002. Il s'agit des formations de salariés payées par les entreprises et des formations payées

directement par des particuliers à titre individuel lesquelles accusent une baisse nette. Toutefois, certaines prestations payées par l'Etat ou la Région ne sont pas comptabilisées sous cette rubrique. De façon générale, la volatilité des formations est importante, selon les dispositifs mis en place par l'Etat et la Région ; on constate ainsi des variations significatives d'une année sur l'autre du nombre de formateurs intervenants.

La masse salariale diminue de 7,5 %, elle représente un peu plus de la moitié des charges d'exploitation (54 % en 2006).

Les contributions versées aux services généraux (285 K€ puis 279 K€) correspondent aux frais généraux et de structure déterminés en fonction d'une clé de répartition intégrant divers paramètres (nombre de bulletins de salaires, comptabilité, quote-part d'achats, temps informaticien, nombre de photocopies...) qui donne un chiffre forfaitaire recalculé tous les 2/3 ans.

Tableau 5 : exécution budgétaire du service formation

| K€  | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| IATP  | 164          | 551          | 468          | 520          | 378          | 409          |
| Production vendue                               | 2 680        | 2 711        | 2 385        | 2 071        | 2 134        | 2 395        |
| Ressources publiques et subv d'exploitation     | 327          | 574          | 588          | 528          | 422          | 365          |
| Reprises sur amt, prov et transf de charges     | 2            | 17           | 4            | 7            | 34           | 4            |
| Autres produits                                 | 306          | 301          | 301          | 301          | 301          | 301          |
| <b>Produits d'exploitation</b>                  | <b>3 478</b> | <b>4 154</b> | <b>3 745</b> | <b>3 426</b> | <b>3 268</b> | <b>3 474</b> |
| Autres achats et charges externes               | 1 331        | 1 502        | 1 362        | 1 156        | 1 094        | 1 062        |
| Impôts, taxes et versements assimilés           | 152          | 160          | 157          | 144          | 156          | 106          |
| Salaires et traitements                         | 1 392        | 1 451        | 1 474        | 1 273        | 1 303        | 1 344        |
| Charges sociales                                | 662          | 704          | 672          | 594          | 598          | 587          |
| Dotations aux amortissements et provisions      | 194          | 192          | 144          | 95           | 92           | 87           |
| Contributions versées aux services              |              | 285          | 285          | 285          | 279          | 279          |
| <b>Charges d'exploitation</b>                   | <b>3 730</b> | <b>4 294</b> | <b>4 094</b> | <b>3 547</b> | <b>3 523</b> | <b>3 466</b> |
| Produits exceptionnels                          | 41           | 44           | 36           | 15           | 14           | 8            |
| Charges exceptionnelles                         | 3            | 22           | 3            | 20           | 19           | 3            |
| <b>Solde</b>                                    | <b>- 214</b> | <b>- 118</b> | <b>- 317</b> | <b>- 126</b> | <b>- 260</b> | <b>+ 12</b>  |
|   |              |              |              |              |              |              |
| <b>CAF</b>                                      | <b>- 60</b>  | <b>15</b>    | <b>- 206</b> | <b>- 30</b>  | <b>- 212</b> | <b>90</b>    |
| Actif immobilisé (- acquisitions)               | 47           | 16           | 23           | 3            | 25           | 27           |
| Subventions d'investissement reçues             | 38           | 6            | - 4          | 0            | 9            | 0            |
| <b>Résultat budgétaire global de l'exercice</b> | <b>- 68</b>  | <b>+ 6</b>   | <b>- 233</b> | <b>- 33</b>  | <b>- 229</b> | <b>+ 64</b>  |

Source : budgets exécutés de la CCILHV

### Aéroport de Limoges-Bellegarde

S'agissant du service de l'aéroport, les produits d'exploitation, y compris les subventions d'équilibre, ont plus que doublé entre 2002 et 2007 (118,3 %), tout comme les charges d'exploitation (123,1 %).

Par construction, le solde d'exploitation du service est égal à zéro, les subventions d'équilibre du SMALB constituant la variable d'ajustement. Elles figurent à la rubrique "ressources publiques". En 2002, le montant de 587 K€ est constitué par la subvention du SMALB (376 K€) et d'une subvention du FIATA en complément de la taxe aéroportuaire et des subventions emplois jeunes ; en 2003, le montant de 909 K€ est constitué par la subvention du SMALB (813 K€) et des subventions emplois jeunes. Le montant des subventions d'équilibre correspondant à l'évolution des déficits d'exploitation de l'aéroport, a quintuplé entre 2002 et 2007 (+ 395 %).

La production vendue qui enregistre les facturations aéronautiques et extra-aéronautiques (notamment les ressources du parking payant mis en place en octobre 2007) double entre 2002 et 2007 (+ 98,7 %). Elle représentait 79,7 % des produits d'exploitation en 2002 et 72,6 % en 2007.

Tableau 6 : l'exécution budgétaire du service aéroport

| K€  | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ventes de marchandise                           | 77           | 85           | 74           | 99           | 124          | 101          |
| Production vendue                               | 2 612        | 2 932        | 3 257        | 3 736        | 4 577        | 5 189        |
| Ressources publiques et subv d'exploitation     | 587          | 909          | 1 336        | 1 887        | 2 053        | 1 861        |
| Reprises sur amt, prov et transf de charges     | 0            | 0            | 2            | 7            | 2            | 0            |
| <b>Produits d'exploitation</b>                  | <b>3 276</b> | <b>3 926</b> | <b>4 669</b> | <b>5 729</b> | <b>6 755</b> | <b>7 151</b> |
| Autres achats et charges externes               | 779          | 1 197        | 1 620        | 2 267        | 2 885        | 3 179        |
| Impôts, taxes et versements assimilés           | 237          | 275          | 304          | 322          | 375          | 378          |
| Salaires et traitements                         | 1 529        | 1 693        | 1 794        | 2 024        | 2 347        | 2 456        |
| Charges sociales                                | 699          | 783          | 910          | 1 049        | 1 141        | 1 269        |
| Dotations aux amortissements et provisions      | 22           | 7            | 16           | 55           | 1            | 7            |
| <b>Charges d'exploitation</b>                   | <b>3 266</b> | <b>3 954</b> | <b>4 644</b> | <b>5 716</b> | <b>6 749</b> | <b>7 288</b> |
| Produits exceptionnels                          | 2            | 36           | 1            | 16           | 8            | 144          |
| Charges exceptionnelles                         | 8            | 4            | 22           | 26           | 11           | 3            |
| Impôts sur les bénéfiques                       | 4            | 4            | 4            | 4            | 4            | 4            |
| <b>Solde</b>                                    | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
|   |              |              |              |              |              |              |
| <b>CAF</b>                                      | <b>21</b>    | <b>7</b>     | <b>14</b>    | <b>49</b>    | <b>- 1</b>   | <b>7</b>     |
| <b>Résultat budgétaire global de l'exercice</b> | <b>21</b>    | <b>7</b>     | <b>14</b>    | <b>49</b>    | <b>- 1</b>   | <b>7</b>     |

Source : budgets exécutés de la CCILHV

Les charges externes qui enregistrent principalement les contributions marketing et les frais de sous-traitance, ont quadruplé entre 2002 et 2007 (+ 308%).

La masse salariale a augmenté de 67,2 % durant la période considérée ; elle représentait 68,2 % des charges d'exploitation en 2002 et 51,1 % en 2007.

La CCILHV a précisé que les frais de gestion supportés par le service général sont partiellement imputés en charge du service aéroport (prestations du service informatique et achats du service général pour environ 80 000 € en 2007). Les prestations du service des ressources humaines, les frais liés à la direction générale et aux travaux menés par les élus ne sont ainsi pas refacturés alors qu'ils devraient l'être.

Les produits exceptionnels constatés en 2007 correspondent, à hauteur de 138 K€, à la reprise de contributions marketing comptabilisées en 2005 et 2006 pour accompagner l'ouverture de la ligne Limoges-Southampton. Cette reprise est motivée par la circonstance que la CCI n'a signé aucune convention avec Flybe, malgré des échanges sur ce point en mars 2005.

### 3.2 - Bilan

Les éléments chiffrés du bilan font l'objet du tableau 7 ci-après.

Tableau 7 : éléments du bilan 2002 à 2007

| K€  | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ecart d'ouverture                               | 3 032        | 3 032        | 3 032        | 3 032        | 3 032        | 3 032        |
| Reports à nouveau antérieurs                    | - 472        | - 557        | - 1 126      | - 1 481      | - 1 544      | - 1 471      |
| Résultat de l'exercice                          | - 85         | - 277        | - 47         | - 63         | 73           | 323          |
| Subventions d'équipement serv formation         | 93           | 58           | 25           | 13           | 11           | 6            |
| Provisions pour risques et charges              | 982          | 1 303        | 1 421        | 1 860        | 1 956        | 2 172        |
| <b>Ressources propres (A)</b>                   | <b>3 550</b> | <b>3 559</b> | <b>3 305</b> | <b>3 361</b> | <b>3 528</b> | <b>4 062</b> |
| Dettes  | 1 255        | 1 035        | 961          | 723          | 491          | 396          |
| <b>Ressources durables (B)</b>                  | <b>4 805</b> | <b>4 594</b> | <b>4 266</b> | <b>4 084</b> | <b>4 019</b> | <b>4 459</b> |
| Immobilisations incorporelles                   | 123          | 65           | 46           | 29           | 20           | 12           |
| Immobilisations corporelles                     | 2 644        | 2 433        | 2 419        | 2 261        | 2 122        | 1 976        |
| Autres immobilisations financières              | 238          | 250          | 263          | 267          | 276          | 284          |
| <b>Actif immobilisé (C)</b>                     | <b>3 005</b> | <b>2 748</b> | <b>2 728</b> | <b>2 558</b> | <b>2 418</b> | <b>2 273</b> |
| <b>Fonds de roulement (D = B - C)</b>           | <b>1 800</b> | <b>1 846</b> | <b>1 538</b> | <b>1 526</b> | <b>1 602</b> | <b>2 186</b> |
| Stocks  | 140          | 154          | 155          | 157          | 157          | 156          |
| Créances d'exploitation                         | 2 077        | 1 815        | 1 484        | 1 493        | 1 416        | 1 948        |
| Créances diverses                               | 1 251        | 1 442        | 2 764        | 2 884        | 2 051        | 2 421        |
| Charges constatées d'avance                     | 75           | 144          | 192          | 130          | 145          | 130          |
| <b>Actif d'exploitation (E)</b>                 | <b>3 543</b> | <b>3 555</b> | <b>4 595</b> | <b>4 664</b> | <b>3 769</b> | <b>4 655</b> |
| Dettes d'exploitation                           | 981          | 923          | 2 324        | 2 324        | 1 677        | 1 791        |
| Dettes fiscales et sociales                     | 1 017        | 980          | 1 271        | 1 250        | 1 298        | 1 215        |
| Dettes diverses                                 | 844          | 521          | 204          | 337          | 188          | 279          |
| Produits constatés d'avance                     | 307          | 315          | 396          | 361          | 289          | 367          |
| <b>Dettes d'exploitation (F)</b>                | <b>3 149</b> | <b>2 739</b> | <b>4 195</b> | <b>4 272</b> | <b>3 452</b> | <b>3 652</b> |
| <b>Besoin en fonds de roulement (G = E - F)</b> | <b>394</b>   | <b>816</b>   | <b>400</b>   | <b>392</b>   | <b>317</b>   | <b>1 003</b> |
| Disponibilités                                  | 1 407        | 1 030        | 1 139        | 1 133        | 1 284        | 1 182        |
| <b>Trésorerie (FR - BFR)</b>                    | <b>1 406</b> | <b>1 030</b> | <b>1 138</b> | <b>1 134</b> | <b>1 284</b> | <b>1 183</b> |

Source : budgets exécutés de la CCILHV

Les provisions pour risques et charges connaissent une forte croissance (+ 99,2 %), consécutive à la nécessité de provisionner le financement des droits acquis par les agents, les retraités et leurs ayants droit, à la suite de la décision, prise en 1996 de clore le régime de retraite complémentaire de la caisse nationale de retraite des chambres de commerce (CNRCC). Au 31 décembre 2007, le montant total de l'engagement est de 1 460 K€.

Le stock des emprunts auprès des établissements de crédit, au 31 décembre de l'année, décroît de 1 211 K€ en 2002 à 389 K€ en 2007 (- 67,9 % en 6 ans). Rapporté à l'autofinancement net (tableau 3), le stock de la dette en représente moins d'un an en 2007 (7 mois).

Le fonds de roulement est abondant, même s'il a tendance à diminuer jusqu'en 2006. Rapporté aux produits d'exploitation de l'exercice, il en représente 48,9 jours en 2002, 45,6 jours en 2003, 35,8 jours en 2004, 33,9 jours en 2005, 33,5 jours en 2006 et 43,1 jours en 2007. La trésorerie est relativement abondante.

En conclusion, la situation financière d'ensemble de la compagnie est saine.

#### 4 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Les personnels de la CCI sont soumis à un statut spécifique, mis à jour au 19 décembre 2007, avec des dispositions particulières concernant les directeurs généraux, les enseignants, les personnels contractuels et les personnels vacataires.

La CCILHV établit chaque année un bilan social.

L'effectif en emplois (compte non tenu de la durée du travail mais en distinguant personnels statutaires et non statutaires) est précisé dans le tableau 8 :

Tableau 8 : évolution de l'effectif

| Situation       | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|
| Statutaires     | 100  | 98   | 97   | 96   | 93   | 93   |
| Non statutaires | 127  | 135  | 125  | 128  | 162  | 231  |
| Total           | 227  | 233  | 222  | 224  | 255  | 324  |

Source : bilan social

L'augmentation de l'effectif total (+ 42,7 % en 2007 par rapport à 2002) est liée à l'évolution du personnel non statutaire (+ 81,2 %), lequel représentait 55,9 % de l'effectif total en 2002 et 71,3 % en 2007. Cette évolution s'explique par la croissance des personnels de l'aéroport de 61 en 2002 à 83 en 2007 et par les fluctuations de l'effectif enseignant, constitué par des vacataires à temps partiel, de 49 en 2005 à 140 en 2007.

En 2007, par secteur, le service général représente 24 % du total, la formation 49 % et l'aéroport 27 %.

L'effectif global déterminé en équivalent temps plein (ETP) au 31 décembre de l'année est retracé au tableau suivant. Il augmente de 9,8 % en 2007 par rapport à 2002, avec une croissance plus marquée en 2007 (+ 9,2 ETP, essentiellement des contractuels : 16 cadres en plus et 6 non cadres en moins).

Tableau 9 : répartition en équivalent temps plein

| Statuts                     | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007 |
|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Cadres statutaires          | 32,4  | 30,4  | 31,2  | 31,9  | 33,4  | 33,4 |
| Cadres CDI/CDD              | 8,0   | 7,0   | 7,0   | 5,0   | 7,0   | 23,0 |
| Non cadres statutaires      | 64,1  | 64,1  | 63,3  | 60,5  | 56,2  | 55,7 |
| Non cadres CDI/CDD          | 48,3  | 55,5  | 61,1  | 72,0  | 72,7  | 66,7 |
| Enseignants                 | 8,4   | 7,3   | 6,3   | 5,9   | 9,5   | 10,2 |
| Emplois jeunes et apprentis | 11    | 5     | 3     | 2     | 1     | 0    |
| Total                       | 172,2 | 169,3 | 171,9 | 177,3 | 179,8 | 189  |

Source : bilan social

L'encadrement est resté stable jusqu'en 2006 (40,4 ETP en 2006 comme en 2002), mais s'accroît sensiblement en 2007 avec 16 contractuels supplémentaires. Il est à 60% sous statut et pour le reste en CDI. En 2007, l'encadrement représente 29,8% de l'effectif total ETP et 17,6% de l'effectif physique.

Les personnels d'exécution (non cadres) connaissent une croissance de 14,7 % en 2006, mais de 8,9 % en 2007 par rapport à 2002. Ils étaient 112,4 en 2002 (65,3 % du total ETP), 128,9 en 2006 (71,7 % du total ETP) et 122,4 en 2007 (64,8 % du total ETP). Les non cadres représentent 39,2 % de l'effectif physique en 2007. Les personnels sous statut sont moins nombreux (- 13,1 %), à l'inverse des contractuels (+ 38,1 %) majoritairement en CDI. Les emplois statutaires représentaient 57 % des non cadres en 2002 et 45,5 % en 2007. Les emplois jeunes ont pour la plupart été titularisés.

Tous motifs confondus, l'absentéisme s'établit comme suit en jours :

Tableau 10 : évolution et structure de l'absentéisme 2002 - 2007

|   | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| maternité, paternité et enfants malades   | 218   | 112   | 129   | 141   | 245   | 470   |
| maladie                                   | 945   | 889   | 1 094 | 1 281 | 488   | 1 608 |
| longue maladie et mi temps thérapeutiques | /     | 696   | 619   | 272   | 614   | 1 187 |
| trajet/travail                            | 11    | 56    | 274   | 136   | 31    | 38    |
| divers                                    | 71    | 49    | 33    | 85    | 86    | 87    |
| Total                                     | 1 245 | 1 803 | 2 149 | 1 925 | 1 464 | 3 390 |
| ETP                                       | 5,9   | 8,6   | 10,2  | 9,2   | 7,0   | 16,1  |
| % total ETP                               | 3,4 % | 5,1 % | 5,9 % | 5,2 % | 3,9 % | 7,9 % |

Source : bilan social

Exprimés en jours, après un pic en 2004, l'absentéisme régresse nettement en 2005 et 2006, mais se dégrade fortement en 2007 essentiellement pour des motifs touchant à la santé des agents (maladies, longues maladies et interventions chirurgicales).

Examiné en équivalent temps plein (sur la base de 210 j par ETP), l'absentéisme représente 5,9 agents en 2004 (3,4% de l'effectif) et 16,1 agents en 2007 (7,9 % de l'effectif), année marquée par une nette dégradation.

Le bilan social indique chaque année les frais de personnels et détermine le ratio desdits frais rapportés aux dépenses totales pour chacun des services. Ces éléments sont retracés au tableau 11 ci-après :

Tableau 11 : frais de personnel par service évolution 2002 - 2007

| K€                           | 2002          | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          | 2007          |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Service général              | 3 615         | 3 540         | 3 639         | 3 918         | 3 926         | 4 044         |
| <i>Part dépenses totales</i> | <i>56,2 %</i> | <i>50,6 %</i> | <i>51,4 %</i> | <i>53,8 %</i> | <i>55,0 %</i> | <i>56,5 %</i> |
| Formation                    | 2 182         | 2 291         | 2 275         | 1 983         | 1 999         | 1 991         |
| <i>Part dépenses totales</i> | <i>58,4 %</i> | <i>53,1 %</i> | <i>55,5 %</i> | <i>55,6 %</i> | <i>56,4 %</i> | <i>57,4 %</i> |
| Aéroport                     | 2 261         | 2 515         | 2 749         | 3 123         | 3 545         | 3 779         |
| <i>Part dépenses totales</i> | <i>64,4 %</i> | <i>63,5 %</i> | <i>58,9 %</i> | <i>54,4 %</i> | <i>52,4 %</i> | <i>52,4 %</i> |
| Total                        | 8 058         | 8 346         | 8 664         | 9 023         | 9 470         | 9 814         |
| <i>Part dépenses totales</i> | <i>58,9 %</i> | <i>54,6 %</i> | <i>54,7 %</i> | <i>54,4 %</i> | <i>54,3 %</i> | <i>55,0 %</i> |

Source : bilan social

Globalement, les frais de personnel connaissent une croissance de 21,8 % entre 2002 et 2007, soit + 4,4 % en moyenne annuelle, et représentent 55 % des dépenses totales, soit un peu moins qu'en 2002 (évolution liée à la forte croissance des autres charges du service aéroport). Les frais de personnel en matière de formation diminuent de 8,6 % entre 2002 et 2007, ils augmentent de 11,9 % en ce qui concerne le service général et, pour l'aéroport, de 67,1 % étant observé que durant la même période leur part dans les dépenses totales du service aéroport diminue de 12 points.

Le coût de la formation s'est établi à 233 K€ en 2007, dont 73 K€ pour le service général, 17 K€ pour le service formation et 143 K€ pour l'aéroport qui consomme 61 % des crédits et représente près de 69 % des volumes horaires.

## **5 - AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE**

La chambre régionale des comptes, dans son rapport d'observations définitives des 19 juin et 3 juillet 2007 relatif à l'examen de la gestion de l'aéroport de Limoges-Bellegarde, avait notamment constaté que les relations juridiques entre le CCILHV et le SMALB étaient complexes et comportaient des ambiguïtés. A l'occasion de l'examen de la gestion de la CCILHV, elle a pu constater la cession au SMALB des biens et terrains d'emprise de l'aéroport appartenant au département de la Haute-Vienne, à la ville de Limoges et à la CCILHV, par acte enregistré à la conservation des hypothèques de Limoges le 22 décembre 1995, pour un prix de 38,7 MF (5,9 M€).

Par ailleurs, la chambre avait également constaté que des lignes nouvelles à bas coût, entraînant des engagements financiers supplémentaires, avaient été ouvertes sans délibération expresse de l'assemblée consulaire. Cette dernière, afin de pouvoir répondre rapidement aux offres commerciales faites par les compagnies aériennes a estimé, lors de sa réunion du 21 septembre 2007, devoir donner au président l'autorisation de négocier l'ouverture des lignes à bas coût et signer les contrats correspondants, étant entendu qu'elle devra « se prononcer ultérieurement sur les lignes nouvelles qui auront été l'objet d'un accord d'exploitation ». La négociation des ouvertures de lignes proposées par Ryanair vers Leeds et Dublin et Flybe vers Glasgow, a ainsi été acceptée par délibération du 26 septembre 2008.

Enfin, la chambre avait procédé à une analyse critique des contrats signés en 2003 avec la compagnie Ryanair. L'assemblée générale de la CCILHV, après avoir constaté que lesdits contrats arrivaient à échéance, a décidé, lors de sa réunion du 8 février 2008, de poursuivre les négociations sur les bases proposées par Ryanair, à savoir la mise en place d'un "contrat de promotion de la destination Limousin" et d'un "contrat d'assistance en escale pour l'ensemble des lignes exploitées par cette compagnie", en vue du maintien des lignes existantes et de l'ouverture éventuelle de nouvelles dessertes au départ de Limoges. Ces négociations ont donné lieu à la signature d'une part d'un contrat d'assistance en escale et, d'autre part, d'un contrat de promotion de la destination Limousin.

Toutefois, le contrat de promotion de la destination Limousin n'a pas été conclu avec la société Ryanair mais avec la société "Airport marketing services limited" (AMS), dont le siège social est à Dublin et qui affirme disposer de "l'autorisation exclusive pour offrir des services marketing sur le site Internet de voyages [www.ryanair.com](http://www.ryanair.com), site de la compagnie à bas coûts Ryanair". Ce contrat, qualifié de "contrat de services marketing", est prévu pour une période de 5 ans ; il est renouvelable une fois et a pris effet à la date du 1<sup>er</sup> avril 2008. Il comporte désormais une version en langue française. La société AMS s'engage sur une prestation globale ("package"), sur la base de 119 000 passagers par an arrivant à Limoges, pour 1 328 K€ « selon le cahier des tarifs d'Airport Marketing Services et en accord avec les prévisions de trafic annuel de passagers arrivant à Limoges ». Le "package" est composé :

- de liens temporaires vers des sites désignés par la CCILHV dans la version anglaise du site de Ryanair durant 40 jours (580 K€) et dans la version belge/néerlandaise durant 115 jours (113 K€) ;
- de liens permanents dans la rubrique "les 5 meilleures choses à faire" de la partie consacrée à la ville de Limoges (400 K€) ;
- de deux liens vers des sites désignés par la CCI dans les pages consacrées à la ville de Limoges et à la région Limousin (120 K€ chacun). Par ailleurs, il est spécifié qu'AMS pourra assurer des prestations payantes supplémentaires à la demande.

Le contrat du 1<sup>er</sup> avril 2008 avec AMS appelle les diverses observations suivantes :

► Mis à part le contrat d'assistance en escale, la société Ryanair n'ayant signé es qualité aucun contrat avec la CCILHV relatif à la consistance du transport aérien (notamment les dessertes à assurer), n'a donc, en l'état, aucun engagement juridique à l'égard de cette dernière, alors même que la CCILHV s'est engagée à verser les contributions marketing à la société AMS.

► La société AMS se comporte en représentant de fait de la société Ryanair sans qu'un accord écrit à ce montage juridique ait été produit. Pourtant, le contrat précise qu'AMS sera autorisée à transférer les bénéfices réalisés vers l'une de ses filiales ou holding ou toute personne qui acquiert une part de son capital. Il est également observé que les factures présentées par AMS à partir d'avril 2008 sont, mis à part l'en tête d'identification de l'entreprise, la copie conforme de celles de Ryanair dans leur présentation typographique et qu'elles mentionnent un numéro identique de compte client de la CCILHV.

► Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 30 mars 2009, l'objectif du nombre de passagers (établi par ligne en fonction du nombre de vols hebdomadaires assurés d'avril à octobre et de novembre à mars) et les contributions marketing correspondantes s'établissent comme suit :

Tableau 12

|               | Nombre de passagers (1) | Passagers. arrivant à Limoges (2) | Contribution par passager (3) | Contribution globale (col 2 x col 3) |
|---------------|-------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| London-STN    | 91 448                  | 45 724                            | 11                            | 502 964                              |
| Liverpool LPL | 70 716                  | 35 358                            | 11                            | 388 938                              |
| Nottigham EMA | 59 072                  | 29 536                            | 11                            | 324 896                              |
| Charleroi CRL | 17 040                  | 8 520                             | 13                            | 110 760                              |
| Total         | 238 276                 | 119 138                           | /                             | 1 327 558                            |

Source : CCILHV

Il est prévu de transporter un peu plus de 238 000 passagers par an sur la base d'un taux de remplissage de 75 %, soit 142 passagers pour un Boeing 737 de 189 places. Le nombre de passagers arrivant à Limoges (soit la moitié de l'objectif) sert de base au calcul des contributions marketing. Les factures mensuelles adressées par AMS à la CCILHV à compter d'avril 2008, d'un montant de 110 666,66 €, correspondent à 1/12<sup>ème</sup> du montant forfaitaire arrondi à 1 328 000 €. Le coût forfaitaire des contributions marketing ainsi fixé pour un an sur la base d'une prévision de trafic, ouvre droit à des liens, précisés au contrat et pour les durées déterminées, sur le site Ryanair en fonction des tarifs affichés.

Le montant des contributions marketing a été de 1 269 590 € en 2006 et de 1 241 969 € en 2007. Le nouveau contrat de 1 328 000 € se traduit donc par une croissance des contributions marketing de 7 % par rapport au montant annuel précédent.

► Le coût de la contribution marketing étant fixé forfaitairement pour l'année à venir, la CCILHV pourrait être amenée à payer un coût par passager supérieur à celui qui est prévu contractuellement dans l'hypothèse où les prévisions de trafic ne seraient pas atteintes, mais un coût inférieur dans l'hypothèse où elles seraient dépassées. Le risque potentiel pour la CCILHV est d'autant plus important que la stipulation du § 6 du contrat du 1<sup>er</sup> avril 2008, selon laquelle si l'une des conditions matérielles dudit contrat venait à changer "substantiellement" après sa signature, il appartiendrait aux parties de le modifier pour qu'il prenne en compte ces changements, est vague.

► Dans son rapport relatif à la gestion de l'aéroport de Limoges-Bellegarde, la chambre avait rappelé que la Commission européenne a sanctionné les aides apportées par l'aéroport de Charleroi à la compagnie Ryanair, dans sa décision du 12 février 2004, notamment les "contributions marketing" de 4 € par passager embarquant qui ont été regardées comme des aides d'Etat, lesquelles doivent être réservées à l'ouverture d'une nouvelle ligne, pour une durée limitée dans le temps et pour des montants limités. Pour sa part, le Conseil d'Etat a estimé dans son arrêt du 27 février 2006 (Ryanair n° 264406) que les engagements financiers souscrits par la CCI de Strasbourg (732 K€ par an maximum), excédaient très largement le coût des actions de promotion touristique mises à la charge de la compagnie Ryanair et ne pouvaient, par conséquent, être regardés comme la rémunération normale d'une prestation, telle qu'aurait pu la verser un investisseur privé en économie de marché. La Haute Juridiction en a conclu que les subventions versées doivent s'analyser comme des aides d'Etat au sens de l'article 87 du traité instituant la Communauté européenne, et auraient dû être notifiées à la Commission

en application de l'article 88. Par suite, et sous réserve de l'appréciation souveraine du juge administratif, la chambre avait émis les plus grandes réserves quant à la qualification en prestations des "*contributions marketing*". Cette analyse reste d'actualité compte tenu du peu de différences à cet égard entre le contrat initial avec Ryanair et le nouveau contrat avec AMS (les modifications portent essentiellement sur l'intervention d'un intermédiaire et la globalisation du contrat incluant toutes les lignes existantes). Toutefois, si ces contributions attachées au transport de voyageurs, s'agissant d'un "package", devaient être regardées comme des prestations et non comme des subventions (ou aides d'Etat), la chambre ne pourrait alors que constater que le transport de voyageurs serait subordonné au paiement de prestations publicitaires et que la non-signature éventuelle d'un contrat marketing avec AMS aurait entraîné de fait l'absence de desserte de l'aéroport de Limoges-Bellegarde par Ryanair. Ainsi, il pourrait être soutenu qu'il existe un lien entre la fourniture d'une prestation (desserte de l'aéroport de Limoges Bellegarde) et l'obligation d'acquiescer des prestations de promotions commerciales.

► Il est précisé que les paiements effectués au profit d'AMS seront exclus de la TVA. Cette stipulation paraît conforme aux dispositions de l'article 262 II 8° du code général des impôts (CGI) qui exonère de TVA « Les transports aériens (...) de voyageurs en provenance ou à destination de l'étranger (...) », s'agissant de subventions ayant le caractère d'un complément du prix payé par les voyageurs.

En revanche, dans l'hypothèse où les contributions marketing seraient regardées comme des prestations publicitaires comme le soutient la CCILHV, il conviendrait de faire application de l'article 259 B du CGI, selon lequel le lieu des prestations effectuées par un prestataire établi hors de France, est réputé se situer en France lorsque le preneur est un assujetti à la TVA qui a en France le siège de son activité ou un établissement stable pour lequel le service est rendu. S'agissant en effet de services rendus par un prestataire domicilié dans un autre Etat de l'Union européenne au profit d'un preneur domicilié en France et assujetti à la TVA pour des prestations de services aéroportuaires (article 256 B du CGI), la TVA devrait être liquidée en France par le preneur selon le principe de "l'autoliquidation", ce qui n'a pas été fait par la CCILHV. La circonstance que, selon toute probabilité, la TVA déductible couvrirait la TVA à déclarer, n'est pas de nature à exonérer la CCILHV de ses obligations déclaratives dans le cas de figure évoqué ci-dessus.

Délibéré par la chambre le 4 mars 2009

Le Président

Christophe ROSENAU